

Arrêté préfectoral complémentaire
relatif aux installations situées sur la commune de Le Bois-Plage-en-Ré et exploitées
par la société SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE AGRICOLE (SCA) UNIRE

Le Préfet de la Charente-Maritime
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

- Vu** le code de l'environnement et notamment ses articles L. 181-14, R. 181-45 et R. 513-2 ;
- Vu** la nomenclature des installations classées ;
- Vu** le décret du Président de la République du 13 juillet 2023 portant nomination de Monsieur Brice BLONDEL, Préfet de la Charente-Maritime ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 13 octobre 2025 donnant délégation de signature à M. Emmanuel CAYRON, Secrétaire Général de la Préfecture de la Charente-Maritime, et organisant sa suppléance ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 9 juin 2008 modifié fixant les prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration avec contrôle périodique sous la rubrique 4755 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 9 juillet 2009 fixant des prescriptions complémentaires à la société SCA UNIRE pour l'exploitation d'une distillerie sur le site de « Les Guignardes » commune de LE BOIS PLAGE EN RÉ ;
- Vu** le dossier dit de « porter à connaissance » déposé par la société SCA UNIRE auprès de la préfecture le 21 novembre 2017 ;
- Vu** le rapport et les propositions du 16 février 2026 de l'inspection des installations classées faisant suite à la visite d'inspection du 19 janvier 2026 ;
- Vu** le courrier du 18 février 2026 transmis à l'exploitant pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire ;
- Vu** la réponse de l'exploitant par courrier du 3 mars 2026 ;
- Vu** les éléments de réponse apportés par l'exploitant, par courriel du 27 mars 2026, au rapport de l'inspecteur de l'environnement susvisé ;

Considérant que lors de la visite d'inspection du 19 janvier 2026, l'inspection a constaté que l'établissement relève du statut Seveso seuil bas par règle du cumul en raison des capacités de stockage de propane, d'eaux-de-vie et de pineaux dont il dispose ;

Considérant dès lors qu'il y a lieu d'exiger la production de l'étude de dangers prévue à l'article L. 181-25 du code de l'environnement ;

Considérant que lors de la visite d'inspection du 19 janvier 2026, l'inspection a constaté que :

- Le chai de vieillissement d'eaux-de-vie est implanté à moins de 30 m d'un établissement recevant du public (camping) et l'exploitant n'a pas mis en œuvre le système d'extinction automatique incendie, mesure de maîtrise du risque qu'il avait présenté dans son dossier déposé en 2017 ;
- La surface du chai à eaux-de-vie est de 620 m², d'après le dossier déposé en 2017, et que ce chai est mitoyen avec 2 chais à pineaux ;
- L'établissement dispose de moyens de lutte contre l'incendie suffisants pour un feu de nappe d'une surface inférieure à 500 m² mais insuffisants pour un feu de nappe d'une surface supérieure à 500 m² ;
- L'établissement dispose d'une capacité de confinement insuffisante pour contenir les écoulements accidentels (liquides stockés + eaux d'extinction) en cas d'incendie du chai à eaux-de-vie dans sa configuration actuelle (388 m³ de capacité de stockage sur 620 m²) mais suffisante pour contenir les écoulements accidentels d'un stockage d'eaux-de-vie de 250 m³ sur une surface de 500 m² ;

Considérant dès lors qu'il y a lieu de prescrire les mesures additionnelles permettant de réduire le potentiel de dangers que représente le chai à eau-de-vie et de limiter les conséquences d'un incendie généralisé de ce chai, compte tenu des moyens déjà mis en place par l'exploitant ;

Considérant que lors de la visite d'inspection du 19 janvier 2026, l'inspection a constaté que :

- Les locaux de distillation sont mitoyens d'une maison habitée par un salarié de la coopérative et sa famille ;
- La mitoyenneté se fait par l'intermédiaire d'un local désaffecté d'environ 30 m². Quelques palettes de bois sont stockées dans ce local. Des câbles électriques et des canalisations inox traversent le mur séparant ce local de la maison d'habitation ;
- L'exploitant n'a pas produit l'étude de dangers requise du fait de cette configuration ;

Considérant dès lors qu'il y a lieu de prescrire des mesures additionnelles en vue de supprimer les facteurs de risques de propagation identifiés lors la visite d'inspection et de permettre d'alerter en cas de départ de feu dans la distillerie ;

Considérant que ces mesures sont nécessaires pour assurer la prévention des dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du Code de l'environnement et qu'il y a alors lieu de les imposer à l'exploitant, par arrêté préfectoral complémentaire pris en application de l'article R. 181-45 du Code de l'environnement ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture,

ARRÊTE

Article 1

La Société Coopérative Agricole Unire (siren 781 272 596), dont le siège social est situé route de Sainte Marie 17580 Le Bois-Plage-en-Ré, exploitant des installations de production et de stockage de vins, pineaux et eaux-de-vie à cette même adresse, est tenue de respecter les dispositions des articles suivants, modifiant et complétant les dispositions de l'arrêté préfectoral du 9 juillet 2009 susvisé.

Article 2 – Étude de dangers de l'établissement

L'exploitant est tenu de produire et transmettre au préfet, dans un délai de 8 mois à compter de la notification du présent rapport, une étude de dangers, au sens de l'article L. 181-25 du code de l'environnement, montrant que les dangers ou inconvénients, eu égard aux caractéristiques des installations et à leur impact potentiel, sont prévenus de manière appropriée, éventuellement moyennant des mesures complémentaires de prévention, de limitation ou de protection que l'exploitant s'engage à mettre en œuvre, assorties d'un délai de réalisation.

Cette disposition ne s'applique pas dans le cas où les capacités de stockage de propane, eaux-de-vie et/ou pineaux de l'établissement sont réduites de telle sorte que l'établissement ne relève plus du statut Seveso Seuil Bas par règle du cumul.

Article 3 – Mesures de réduction des risques pour le chai de vieillissement d'eaux-de-vie

L'exploitant est tenu de mettre en œuvre à l'intérieur du chai de vieillissement d'eaux-de-vie les mesures de réduction des risques suivantes dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté :

- aménagement de l'intérieur du chai afin que la surface maximale d'un feu de nappe soit inférieure à 500 m² ;
- réduction de la quantité d'eaux-de-vie stockée à 250 m³ au maximum ;
- installation d'un système de détection automatique incendie avec report d'alarme.

Article 4 – Mesures de réduction des risques pour la distillerie

L'exploitant est tenu de mettre en œuvre à l'intérieur du chai de vieillissement d'eaux-de-vie les mesures de réduction des risques suivantes dans un délai de 8 mois à compter de la notification du présent arrêté :

- installation dans l'ensemble des locaux de la distillerie d'une détection automatique incendie avec report d'alarme permettant d'avertir les habitants de la maison mitoyenne ;
- retrait de tout dépôt de matières combustibles dans le local intermédiaire de 30 m² ;
- retrait de tous les câbles et gaines électriques traversant le mur séparant ce local de la maison d'habitation ;
- vérification de l'étanchéité aux gaz et aux flammes de cette paroi de séparation, et, le cas échéant, correction des défauts d'étanchéité.

Article 5 - Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 181-17 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente le Tribunal administratif de Poitiers, dans les délais prévus à l'article R. 181-50 du même code :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du 1er jour d'affichage de la décision.

Le tiers auteur d'un recours contentieux ou d'un recours administratif, est tenu, selon le cas, à peine d'irrecevabilité, ou de non prorogation du délai de recours contentieux, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter, selon le cas, du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif (article R. 181-51 du Code de l'environnement).

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Conformément aux dispositions de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

Article 6 – Publicité

En vue de l'information des tiers :

- Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Le Bois-Plage-en-Ré et peut y être consultée ;
- Un extrait de cet arrêté est affiché dans cette mairie pendant une durée minimum d'un mois ;
- Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et adressé à la préfecture de Charente-Maritime ;

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de Charente-Maritime pendant une durée minimale de 4 mois.

Article 7 - Exécution

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Charente-Maritime, le Maire de Le Bois-Plage-en-Ré et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société SCA UNIRE.

La Rochelle, le **20 AVR. 2026**

Pour le Préfet, par délégation,
Le Secrétaire Général,



Emmanuel CAYRON